

# ARCHIVES

départementales et métropolitaines

## Série A : actes du pouvoir souverain.

A 1-54

1478-1792

Romain Benoit

# Introduction

## Zone d'identification

Cote :

A 1-54

Date :

1478-1792

Organisme :

Archives du département du Rhône et de la métropole de Lyon

Auteur :

Romain Benoit

Description du profil :

Nom de l'encodeur : produit au moyen du logiciel Mnesys de la société Naoned

Langue : rédigé en français

Histoire de la conservation :

En 1864, une première cotation avait été effectuée par l'archiviste départemental, Jean-Prosper Gauthier, mais seuls deux articles figurent dans l'inventaire imprimé des séries A-E [1] ; l'inventaire des articles cotés A 3-6 n'ayant pas été retrouvé, Marion Duvigneau, conservateur du patrimoine, en a dressé une rapide analyse en 2010.

En 1932, François Blanchet, archiviste adjoint au directeur, avait classé et analysé 113 articles supplémentaires dans un répertoire manuscrit [2], qu'il cota A 1-113.

En 2006, dans le cadre du reconditionnement des archives préalable au déménagement des Archives du Rhône, un grand nombre d'actes imprimés ont été conditionnés dans un ordre chronologique et cotés A 1-60.

En 2010, le récolement de la série A effectué par Marion Duvigneau a mis au jour un petit vrac de 0,40 ml. Cet ensemble a été conditionné et coté provisoirement en 37 DEM 1-2.

Au premier semestre 2015, les cotes A 1-60 et 37 DEM 1-2 ont été inventoriées en vue du classement définitif de la série A. Celle-ci a été pensée en deux ensembles : les actes manuscrits d'une part et les actes imprimés d'autre part. À l'intérieur de ces ensembles, les actes sont regroupés selon la typologie classique des actes royaux.

Les pièces conservées sous les cotes provisoires 37 DEM 1-2 ont été replacées dans les ensembles intellectuels et chronologiques auxquels elles correspondaient. Ce reclassement a aussi donné naissance à de nouvelles cotes en sous-série 1 J, pour accueillir les documents qui n'étaient pas des actes du pouvoir souverain.

À l'inverse, certaines cotes de la sous-série 1 J ont été recotées en série A car il s'agissait d'actes du pouvoir souverain antérieurs à la Révolution française.

Le tableau de concordance en annexe indique la constitution des actuelles cotes de la série A, aujourd'hui au nombre de 54 (A 1-54).

[1] Gauthier (Jean-Prosper), *Inventaire sommaire des archives civiles (séries A à E)*, Paris, 1864, XVIII, 32, 119, 104, 213 et 10 p ; voir aussi 3 T 81 : registre en 3 exemplaires des minutes de l'inventaire de la série A où 129 et 215 articles sont analysés en détail. Certains édits relatifs aux tailles et aux gabelles ont été

reclassés en série C ; d'autres ont été réattribués aux Archives départementales de l'Ain et de la Loire. Voir aussi 3 T 85 : George Guigue a abordé le classement du fonds : minutes de classement, 1 p. manuscrite, v. 1900 et état sommaire pour le rapport d'activité, 1 p. manuscrite, 1899.

[2] Répertoire manuscrit de 113 articles établi par François Blanchet, 1932, 2 p. Les cotes indiquées dans ce répertoire ont été reclassées soit en série A, soit en d'autres séries (2 C pour le gouvernement par exemple).

#### Modalités d'entrée :

La série A est une collection d'actes royaux regroupés de diverses manières et à diverses époques. Elle est constituée d'actes manuscrits parfois scellés, et d'actes imprimés.

Si l'on se réfère à l'hypothèse formulée par René Lacour [1], le fonds proviendrait du présidial de Lyon et du gouvernement général du Lyonnais. Des mentions d'enregistrement sur quelques actes semblent valider cette hypothèse.

Si certaines pièces manuscrites sont liées au contrôle général de l'ordinaire des guerres, une partie très importante est adressée au bureau des finances établi à Lyon.

[1] Lacour (René), *Guide des Archives départementales du Rhône*, dactyl., vol. 1.

## Zone du contenu et de la structure

#### Présentation du contenu :

La série A contient essentiellement des lettres patentes, édits et déclarations du roi, des arrêts du Conseil d'État et du Parlement de Paris.

Pour ce qui concerne les documents manuscrits, un grand nombre traite de matières financières et fiscales (finances du royaume, tailles, gabelles, impositions diverses) ainsi que des officiers royaux. Ils sont souvent liés à la sous-série 8 C (bureau des finances de Lyon).

D'autres sont relatifs aux passages, aux itinéraires, aux subsistances et aux logements des troupes. Plusieurs concernent les protestants, appelés « ceux de la Religion prétendument réformée » (RPR), ou les gages de la maréchaussée.

Les documents manuscrits sont presque tous sur parchemin.

Les documents imprimés sont beaucoup plus divers. Imprimés à Paris ou à Lyon, ils étaient destinés à diffuser largement les décisions royales dans tout le royaume. Les sujets étant extrêmement variés et les actes étant nombreux, cette collection est riche d'informations sur les XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles : armées, commerce et artisanat (règlementation des cuirs par exemple), etc.

Par exemple, la cote A 22 est une collection d'expéditions royales à destination du bureau des finances de Lyon. Des notes manuscrites sur les actes indiquent qu'ils ont été enregistrés au greffe de ce dernier, greffe dont les archives sont conservées dans la sous-série 8 C. Les cotes A 21, A 22 et le greffe du bureau des finances présentent alors souvent trois fois le même acte : l'envoi par le pouvoir central, l'enregistrement par le greffier et la diffusion sous forme d'imprimé.

La cote A 54 est constituée d'actes très divers par leur forme et leur origine. Elle regroupe des copies manuscrites, des inventaires et des recueils d'actes royaux mais aussi des règlements, des instructions publiées pour expliquer des décisions royales, des ordonnances et des arrêts de la cour des monnaies de Lyon, de la Table de marbre du Palais à Paris, de la chambre des Requêtes et du conseil Privé du roi. Ces pièces éparses sont classées en série A car sont en rapport direct avec le pouvoir souverain ou avec un acte de celui-ci.

Mode de classement :

Deux grands ensembles ont été distingués : les manuscrits et les imprimés. Pour chaque typologie, le classement est chronologique.

## **Zone des sources complémentaires**

Existence et lieu de conservation des originaux :

### **Archives du département du Rhône et de la métropole de Lyon.**

#### **Archives nationales**

*Série K Monuments historiques (collection d'actes royaux).*

*Série E Conseil d'État.*

*Série V Grande Chancellerie et Conseil.*

Documents en relation :

### **Archives du département du Rhône et de la métropole de Lyon**

Sous série 1 B-BP Sénéchaussée et siège présidial de Lyon.

Sous série 1 C Intendance et généralité du Lyonnais.

Sous série 2 C Gouvernement général du Lyonnais.

3 C 1-7 Élection de Lyon : édits, déclarations et lettres patentes du roi.

Sous série 4 C Élection de Villefranche.

Sous série 5 C Douane de Lyon.

Sous série 6 C Gabelles du Lyonnais.

2 E 84 Franc Lyonnais : documents généraux (1749-1766).

Fonds Galle (FG) Édits, déclarations, lettres patentes, arrêts du conseil, etc. imprimés.

et notamment :

Sous série 8 C Bureau des finances de la généralité de Lyon.

Série L pour tous les actes couvrant la période révolutionnaire.

Cote 1 J 1563 Collection de factums : litiges à propos de rentes, successions, dettes, biens.

De nombreuses sous-séries contiennent souvent, dans leurs premières cotes, des actes royaux concernant l'institution. C'est le cas de certains chapitres et ordres religieux (séries G et H).

### **Archives municipales de Lyon**

AA Édits et déclarations du roi.

## Bibliographie :

Barbiche (Bernard), *Les institutions de la monarchie française à l'époque moderne, XVIe-XVIIIe s.*, Paris, Presses universitaires de France, 2001.

Bély (Lucien) dir., *Dictionnaire de l'Ancien régime : royaume de France, XVIe-XVIIIe s.*, Paris, Presses universitaires de France, 2003, 2e éd.

Cabourdin (Guy) et Viard (Georges), *Lexique historique de la France d'Ancien régime*, Paris, Armand Colin, 1978.

Ferrière (Claude-Joseph de), *Nouvelle introduction à la pratique ou dictionnaire des termes de pratique, de droit, d'ordonnances et de coutumes*, Paris, Claude Prudhomme, 1734, 2 vol.

Lignereux (Yann), *Lyon et le roi : de la « bonne ville de Lyon » à l'absolutisme municipal (1594-1654)*, Seyssel, Champ Vallon, 2003.

*Ordonnances des Rois de France : Règne de François I<sup>er</sup>*, Paris, CNRS, 1902-1992.

*Ordonnances des Rois de France : Catalogue des actes de Henri II*, Paris, CNRS, 1979-2009.

*Ordonnances des Rois de France : Catalogue des actes de François II*, Paris, CNRS, 1991.

## Notes

### Notes :

« n. st. » signifie nouveau style. Avant 1565, le début de l'année était en France Pâques et non le 1er janvier.

Le jour de Pâques avait été défini par le concile de Nicée en 325 comme étant le dimanche qui suit le 14ème jour de la lune qui atteint cet âge à partir du 21 mars. Le style de Pâques est celui de la chancellerie royale française depuis le XIIe siècle et fut utilisé par toutes les chancelleries françaises à partir du XIIIe siècle.

L'article 39 de l'ordonnance de Paris de janvier 1564 n. st. impose la date du 1er janvier comme début de l'année (c'est le style de la Circoncision).

La déclaration interprétative du 9 août 1564 vient préciser que cette réforme sera valable à partir du 1er janvier 1565. Si la réforme de Charles IX est mise en place dans toute la France à cette date, le Parlement de Paris attendit 1567 pour adopter ce style dans ses actes et ses mentions d'enregistrement.

# Répertoire

## A1-3 Actes royaux manuscrits.

1478-1789

### A1 Édits et lettres patentes des rois de France ; arrêts du Parlement et de la cour des Aides de Paris.

1478-1785

Présentation du contenu :

Inventaire détaillé des documents par numéro de pièce (classement chronologique) :

- 1 bis.** Notification d'un arrêt du parlement de Paris contre Hardouin des Loges (Saône-et-Loire). 10 juillet 1478. Ms. latin. Anciennement coté 1J373.
- 1 ter.** Sentence des commissaires aux Grands jours d'Auvergne contre Jean de Sailhens, écuyer. 1504. Anciennement coté 1J1239.
- 2.** Vidimus et scellement par les gardes du sceau commun du bailliage de Mâcon et sénéchaussée de Lyon de lettres patentes de François Ier, données à Paris le 15 mars 1524 n. st. : amortissement et saisies de biens sur les terres et possessions de l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem. 30 août 1524. Ms. parchemin.
- 3.** Vidimus et scellement par Jean Dupeyrat, président en la cour de parlement des Dombes, lieutenant général en la sénéchaussée et gouvernement de Lyon, de lettres patentes d'Henri II données à Fontainebleau le 24 mars 1548 n. st. 15 juin 1548. Ms. parchemin.
- 4.** Vidimus et scellement par Jean Dupeyrat, président en la cour de parlement des Dombes, lieutenant général en la sénéchaussée et gouvernement de Lyon, de lettres patentes d'Henri II données à Fontainebleau le 27 mars 1548 n. st. : confirmation de l'amortissement et du paiement de celui-ci décidé par François Ier (en 1524) sur les fiefs et nouveaux acquêts du clergé du Lyonnais. 12 mai 1548. Ms. parchemin.
- 4 bis.** Vidimus du garde du sceau commun du bailliage de Mâcon et sénéchaussée de Lyon, de lettres patentes de François II données à Blois le 7 juin 1560 : confirmation de l'office de visiteur des gabelles à sel ès pays de Lyonnais, Forez, Beaujolais et Mâconnais. 2 décembre 1560. Ms. parchemin avec sceau en miettes. Anciennement coté 1J1492.
- 5, 7, 8.** Mandement de Charles IX aux parlementaires de Grenoble, aux sénéchaux et baillis du Dauphiné en réponse à la demande du clergé sur des dommages causés à ses meubles et immeubles : décision de saisir les biens des gentilshommes responsables. Avec une décision du parlement ainsi qu'un écrit de François de Bourbon présent au parlement de Grenoble ce jour-là. 4 janvier 1568 17 juin 1573. Ms. parchemin scellés.
- 9.** Fermier général du droit de douane à Lyon et de la traite et imposition foraine dans les provinces de Champagne et de Picardie : lettre de provision d'office à Martin Houldry, aussi autorisé à porter les armes avec douze de ses commis. Présence d'un ajout manuscrit postérieur de Martin Houldry. 1576-1578. Ms. parchemin.
- 10.** Augmentation des gages des prévôts provinciaux et des maréchaux, des vice-baillis, vice-sénéchaux, lieutenants, etc. pour assurer l'ordre dans la province. 24 avril 1581. Ms. parchemin.
- 11.** Lettres patentes d'Henri III sur les comptes, finances et épargne du royaume. Avec mention d'enregistrement. 1583. Ms. parchemin.
- 13, 14, 15.** Receveur particulier alterné des décimes et subventions du clergé du diocèse de Lyon : lettres de provision d'office à François Scarron. Avec quittance de paiement du chancelier d'Aguesseau. 1621-1622. Ms. parchemin.
- 16, 17, 18, 19.** Demande d'application d'un édit de mai 1624 portant création de l'office de second commissaire des tailles. 20 novembre 1624. Ms. parchemin.
- 21.** Demande d'enregistrement d'un édit de juin 1627 imposant une augmentation de la gabelle. 29 juin 1627. Ms. parchemin.
- 22.** Demande d'enregistrement d'un édit de décembre 1626 et de divers arrêts des cours des aides et des comptes sur divers offices. 1626-1627. Ms. parchemin.
- 23.** Demande d'enregistrement de son édit de décembre 1629 créant l'élection de Roanne et les offices y afférant. Avec note du greffe du bureau des finances à Lyon confirmant l'enregistrement (de mai 1631?). 1630-1631 (?). Ms. parchemin.
- 25.** Demande de subsides à la généralité de Lyon pour financer les quartiers d'hiver de l'armée. 1641. Ms. parchemin.
- 26.** Demande de subsides à la généralité de Lyon pour financer les quartiers d'hiver de l'armée. 1642. Ms. parchemin (dernière page déchirée).
- 27.** Demande de subsides à la généralité de Lyon pour financer les quartiers d'hiver de l'armée. 1643-1644. Ms. parchemin (dernière page déchirée).
- 28.** Demande de subsides à la généralité de Lyon pour financer les quartiers d'hiver de l'armée. 26 octobre 1645. Ms. parchemin.
- 29.** Demande de subsides à la généralité de Lyon pour financer les quartiers d'hiver de l'armée. 1646. Ms. parchemin.
- 29 bis.** Sénéchal à Valence : lettres de provision d'office à de Cucurieux. 1651. Ms. parchemin scellé. Anciennement coté 1J1230. Voir A3, pièce 27 bis.
- 29 ter.** Antoine Combet, natif d'Arles : lettres de noblesse. Septembre 1651. Ms. parchemin. Anciennement coté 1J762.
- 30, 31, 32, 33.** Expert priseur arpenteur juré des ville, présidial, sénéchaussée et élection de Montbrison-en-Forêts : lettres de provision d'office à Imbert Poyet. 1690-1693. Ms. parchemin.
- 33 bis.** Election et grenier à sel de Villefranche-sur-Saône : lettres de provision d'office. 1698. Ms. parchemin. Anciennement coté 1J1306.
- 34.** Fixation de la somme que doit rapporter la taille de 1700 dans la généralité de Lyon. 1699. Ms. parchemin.
- 35.** Fixation de la somme que doit rapporter la taille de 1701 dans la généralité de Lyon. 14 septembre 1700. Ms. parchemin.
- 36.** Fixation de la somme que doit rapporter la taille de 1702 dans la généralité de Lyon. 14 septembre 1701. Ms. parchemin.
- 37.** Fixation de la somme que doit rapporter la taille de 1703 dans la généralité de Lyon. 16 septembre 1702. Ms. parchemin.

- 37 bis, 37 ter.** Arrêt de la Cour des aydes de Paris portant vérification et enregistrement des lettres patentes de septembre 1701 accordées à Antoine de Fiscat, seigneur de Beauregard, portant transmission de la noblesse accordée en février 1655 à Michel de Fiscat, son oncle décédé sans postérité. 1702. Ms. Anciennement coté 1J117-1.
- 38.** Fixation de la somme que doit rapporter la taille de 1704 dans la généralité de Lyon. 1er septembre 1703. Ms. parchemin.
- 39.** Fixation de la somme que doit rapporter la taille de 1705 dans la généralité de Lyon. 19 septembre 1704. Ms. parchemin.
- 40.** Anoblissement par détention d'office au bureau des finances de la généralité de Lyon suite à l'édit du mois d'octobre 1704. 30 mars 1705. Ms. parchemin.
- 41.** Fixation de la somme que doit rapporter la taille de 1706 dans la généralité de Lyon. 30 août 1705. Ms. parchemin.
- 42.** Fixation de la somme que doit rapporter la taille de 1707 dans la généralité de Lyon. 6 septembre 1706. Ms. parchemin.
- 43.** Fixation de la somme que doit rapporter la taille de 1708 dans la généralité de Lyon. 6 septembre 1707. Ms. parchemin.
- 44.** Fixation de la somme que doit rapporter la taille de 1709 dans la généralité de Lyon. 25 août 1708. Ms. parchemin.
- 45 bis.** Rente de Vern : arrêt du parlement de Paris entre les habitants de Vern appelants de la sentence du bailliage de Chauffour du 23 août 1736, et M. Charles François Eleazar, marquis de Vogüé. 22 janvier 1744. Ms. Anciennement coté 1J117-2.
- 46 bis.** Commission de capitaine commandant de la compagnie lieutenant colonelle du régiment d'infanterie de Bretagne : lettres de provision d'office à Gabriel Du Boucher d'Allemand. 1770. Ms. Anciennement coté 1J1157.
- 47 bis.** Cour des Aides de Paris, droits et prérogatives : copie manuscrite des remontrances faites au roi. 18 février 1771. Ms. Anciennement coté 1J758.
- 48 bis.** Conseiller du Roi : lettre de provision d'office au baron de La Roche, 1771. Copie ms. Anciennement coté 1J1345.
- 49 bis.** Arrêt du parlement de Paris : procès entre Dauvillière et Boulard (expédition). 11 mai 1785. Ms. Anciennement coté 1J576.

## A2 Arrêts du Conseil d'État et commissions sur arrêt.

**1603-1789**

Présentation du contenu :

Un arrêt du Conseil d'État manuscrit, anciennement classé en 7 B 43 où il était isolé, a été intégré à la série A dans la cote A 2.

Inventaire détaillé des documents par numéro de pièce (classement chronologique) :

- 1, 2.** Ferme des douanes de Lyon : arrêt donné suite à la requête d'un particulier. Avec mandement royal pour exécution. 30 décembre 1603. Ms. parchemin.
- 3.** Obligation faite aux trésoriers généraux de France de rendre des comptes au Conseil de leurs dépenses. 15 janvier 1604. Ms. parchemin.
- 4, 5.** Bail général des fermes. Avec lettre du 4 novembre 1605 sur le même sujet. 15 septembre 1605. Ms. parchemin.
- 6.** Officiers des finances. 27 octobre 1607. Ms. parchemin.
- 7.** Appel d'un jugement à propos du clergé lyonnais et de droits divers. 15 juillet 1610. Ms. parchemin.
- 8, 9.** Levée d'une douane à Vienne : arrêt donné suite à des plaintes émises par Lyon. Avec mandement royal pour exécution. 12 février 1611. Ms. parchemin.
- 10, 11.** Réponse à des plaintes d'officiers de judicature et de finance à propos des taxes qu'ils doivent payer. Avec mandement royal. 9 août 1620. Ms. parchemin.
- 12.** Commerce et circulation des négociants et des marchandises entre l'Italie et la France ; douanes de Lyon ; etc. 15 juin 1613. Ms. parchemin.
- 13.** Taxe des receveurs des tailles, impayés et sommes dues. 23 juin 1615. Ms. parchemin.
- 14, 15.** Enquête auprès des bureaux des finances pour vérifier les contrats de rente et autres titres faits sur les impôts. Avec mandement royal. 22 novembre 1618. Ms. parchemin.
- 16, 17.** Somme qui revient aux greffiers des élections pour leur travail. Avec mandement royal. 20 janvier 1621. Ms. parchemin.
- 18, 19.** Domaine et comptes de divers receveurs et de rentes. Avec mandement royal. 20 janvier 1621. Ms. parchemin.
- 20, 21.** Publication du tiers surtaux de la douane et droits forains levés à Lyon. Avec mandement royal. 8 octobre 1622. Ms. parchemin.
- 22, 23.** Arrêt donné suite à la demande des syndicats sur les fournitures. Avec mandement royal. 15 décembre 1622. Ms. parchemin.
- 24, 25.** Règlement des tailles et de l'imposition pour éviter les litiges dans les pays du Lyonnais, Forez et Beaujolais. Avec mandement royal. 25 septembre 1624. Ms. parchemin.
- 26, 27.** Application de l'arrêt du 25 septembre 1624 réglant les tailles et l'imposition et pour enregistrement par les élus. Avec mandement royal. 8 mars 1625. Ms. parchemin.
- 28, 29, 30.** Levé d'impôts pour détruire et raser les fortifications de villes situées sur le Rhône. Avec mandement royal. Et réponse du bureau des finances de Lyon du 8 mars 1627. 9 février 1627. Ms. parchemin.
- 31, 32.** Levée de subsides pour des commissaires. Avec mandement royal. 17 janvier 1629. Ms. parchemin.
- 33, 34.** Injonction faite aux échevins des villes de vérifier et rapporter ce qui concerne les dons et octrois . Avec mandement royal. 6 mars 1631. Ms. parchemin.
- 35, 36.** Validation de la levée des tailles dans certaines paroisses et de la répartition de celle-ci suivant un arrêt du 1er août 1635. Avec mandement royal. 29 septembre 1635. Ms. parchemin.
- 37, 38.** Sommes allouées à des officiers suite à des dépenses militaires. Avec mandement royal. 9 janvier 1636. Ms. parchemin.
- 39, 40.** Le bureau des finances doit s'occuper de la répartition et de l'assiette de l'impôt. Avec mandement royal. 31 décembre 1637. Ms. parchemin.
- 41, 42.** Validation d'une ordonnance du bureau des finances de Lyon du 11 décembre 1640 concernant la répartition de l'impôt. Avec mandement royal. 26 janvier 1641. Ms. parchemin.
- 43.** Imposition de la généralité de Lyon. 30 décembre 1645. Ms. parchemin.
- 44, 45.** Levée des impôts (taille, subsistance, etc). Avec mandement royal. 6 novembre 1647. Ms. parchemin.
- 46, 47.** Levée d'impôts sur les contribuables aux tailles. Avec mandement royal. 11 mars 1648. Ms. parchemin.
- 48.** Subsistance des armées. 1649. Ms. parchemin.

49. Validation de l'ordonnance du bureau des finances de Lyon sur la répartition des tailles de 1647, 1648 et 1649. 8 juillet 1649. Ms. parchemin.
- 50, 51. Arrêt donné suite à l'arrêt du 31 juillet et à l'édit de juin 1641 concernant les recettes des droits et taxations des élus. Avec mandement royal. 30 août 1649. Ms. parchemin.
- 52, 53. Levée des tailles pour la fin de l'année 1649 et les quatre premiers mois de 1650. Avec mandement royal. 14 octobre 1649. Ms. parchemin.
- 54, 55. Enquête demandée au bureau des finances pour vérifier les dégâts causés par la grêle dans quatorze ou quinze paroisses de la généralité de Lyon qui ne peuvent donc payer la taille. Avec mandement royal. 22 juin 1650. Ms. parchemin.
- 56, 57. Problème de financement touchant les quartiers d'hiver des armées et les receveurs des tailles des élections de Montbrison et Villefranche. Avec mandement royal. 18 décembre 1655. Ms. parchemin.
58. Contestations entre les trésoriers de France et les élus retardant la levée des impôts. 3 mai 1651. Ms. parchemin.
- 59, 60. Modifications de la somme due par la généralité pour la levée des tailles de 1653 (financement des quartiers d'hiver des armées). Avec mandement royal. 30 novembre 1652. Ms. parchemin.
- 61, 62. Recherche de subsides pour financer les quartiers d'hiver des armées. Avec mandement royal. 24 octobre 1655. Ms. parchemin.
- 63, 64. Attribution du regratage de la levée des gabelles en Lyonnais. Avec mandement royal. 12 février 1665. Ms. parchemin.
65. Maintien des trésoriers de France dans leurs charges contre un droit annuel. 13 septembre 1672. Ms. parchemin.
66. Révocation de la surséance accordée aux Nouveaux Convertis pour le paiement de leurs dettes (suite à l'arrêt du 18 novembre 1680). Avec mandement royal. 16 décembre 1686. Ms. parchemin. Voir aussi pièces 79, 80.
- 67, 68. Sur les abus des protestants qui, par un article de l'édit de Nantes, échappent aux impôts royaux. Avec mandement royal. 11 décembre 1684. Ms. parchemin.
- 69, 70. Intégration dans les rôles des tailles des ministres protestants. Avec mandement royal. 8 janvier 1685. Ms. parchemin.
71. Demande d'exécution de la déclaration du 4 septembre 1684 rappelant aux nobles protestants d'en permettre l'exercice chez eux. 5 février 1685. Ms. parchemin.
- 72, 73. Casse et annule un arrêt de la cour des aides du 2 septembre 1684 suite à une requête. Avec mandement royal. 17 février 1685. Ms. parchemin.
74. Défense faite à tous les ecclésiastiques de mettre leurs biens à ferme à des protestants ou de les recevoir pour caution de leurs fermes sous peine de confiscation au profit de l'hôpital du lieu. 9 juillet 1685. Ms. parchemin.
- 75,76. Les gentilshommes protestants qui auraient abjuré reprennent dans les églises catholiques la place qu'occupaient leurs ancêtres avant leur conversion. Avec mandement royal du 23 septembre adressé aux intendants. 23 septembre 1685. Ms. parchemin.
- 77, 78. Libre circulation dans le royaume des marchands étrangers, de quelque religion qu'ils soient, pour le commerce. Avec mandement royal. 11 janvier 1686. Ms. parchemin. Voir aussi pièce 81.
- 79, 80. Interdiction aux Nouveaux Convertis d'utiliser contre un autre NC la survivance de trois ans pour payer les capitaux de leur dette (délai de survivance prévu par un arrêt du conseil de 1680). Avec mandement royal. 12 janvier 1686. Ms. parchemin. Voir aussi pièce 66.
81. Libre circulation des étrangers dans le royaume pour leurs affaires. 28 juin 1686. Ms. parchemin. Voir aussi pièces 77, 78.
82. Interdiction de transporter l'or et l'argent en dehors du Royaume. 5 octobre 1688. Ms. parchemin.
83. Acceptation de la requête des villes et bourgs de la généralité de Lyon à propos du nouvel office créé par l'édit de mars 1696 touchant le commerce du bois et du charbon. 7 août 1696. Ms. parchemin.
84. Arrêt donné suite aux remontrances du prévôt des marchands et échevins de la ville de Lyon pour la diminution du prix de l'office de jaugeurs de futailles créé par l'édit d'avril 1696. 22 janvier 1697. Ms. parchemin.
85. Acceptation de la requête du bureau des finances de Lyon à propos des actes de foi et hommage. 14 octobre 1698. Ms. parchemin.
86. Acceptation de la requête des sujets du plat pays lyonnais à propos d'offices en lien avec les foires et marchés. 26 août 1698. Ms. parchemin.
87. Remboursement des receveurs généraux des finances et receveurs particuliers. 26 octobre 1700. Ms. parchemin.
88. Défense de diffuser ou imprimer le Recueil des ordonnances sinodales du diocèse de Chalon de Jean Certé. 28 février 1701. Ms. parchemin.
89. Obligation faite aux officiers des bureaux des finances, des élections et des greniers à sel d'enregistrer leurs lettres de provisions et de prêter serment. 2 mars 1728. Ms. parchemin scellé.
90. A propos des actes de serment de foi et hommage des vassaux du roi et de leur enregistrement par les procureurs du roi et autres officiers des bureaux des finances. 29 mars 1740. Ms. parchemin.
91. Exemption pour les trésoriers provinciaux des Ponts et Chaussées, créés par l'édit de décembre 1743, du paiement d'une caution aux bureaux des finances. 8 décembre 1744. Ms. parchemin.
- 91 bis, 91 ter. Louis Planchet et ses complices seront jugés prévôtalement et en dernier ressort par le prévôt des maréchaux ou son lieutenant pour vol de vases sacrés en l'église de Saint-Laurent-d'Oingt. Avec mandement royal. 9 mars 1757. Ms. parchemin. Anciennement coté 7B43.
92. Remise de 80 000 livres accordée par le roi sur la taille de 1770. 14 novembre 1769. Ms. parchemin.
93. Approbation de la répartition de la somme de 80 000 livres de remise accordée sur la taille de 1770. 14 août 1770. Ms. parchemin.
94. Remise de 60 000 livres accordée par le roi sur la taille de 1771 pour les élections de la généralité de Lyon. 19 février 1771. Ms. parchemin.
95. Approbation de la répartition de la somme de 60 000 livres de remise accordée sur la taille de 1771. 6 août 1771. Ms. parchemin.
96. Remise de 20 000 livres accordée par le roi sur la taille de 1772 pour les élections de la généralité de Lyon. 24 décembre 1771. Ms. parchemin.
97. Remise de 15 000 livres accordée par le roi sur la taille de 1773 pour les élections de la généralité de Lyon. 22 décembre 1772. Ms. parchemin.
98. Approbation de la répartition de la somme de 20 000 livres de remise accordée sur la taille de 1772. 12 janvier 1773. Ms. parchemin.



- 99.** Confirmation de la répartition de la somme de 15 000 livres de remise accordée sur la taille de 1773. 13 juillet 1773. Ms. parchemin.
- 100.** Remise de 15 000 livres accordée par le roi sur la taille de 1774 pour les élections de la généralité de Lyon. 4 janvier 1774. Ms. parchemin.
- 101.** Remise de 25 000 livres accordée par le roi sur la taille de 1775 pour les élections de la généralité de Lyon. 27 décembre 1774. Ms. parchemin.
- 102.** Approbation de la répartition de la somme de 15 000 livres de remise accordée sur la taille de 1774. 14 mars 1775. Ms. parchemin.
- 103.** Approbation de la répartition de la somme de 25 000 livres de remise accordée sur la taille de 1775. 5 décembre 1775. Ms. parchemin.
- 104.** Remise de 25 000 livres accordée par le roi sur la taille de 1776 pour les élections de la généralité de Lyon. 19 décembre 1775. Ms. parchemin.
- 105.** Remise de 25 000 livres accordée par le roi sur la taille de 1777 pour les élections de la généralité de Lyon. 28 janvier 1777. Ms. parchemin.
- 106.** Approbation de la répartition de la somme de 50 000 livres de remise accordée sur la taille de 1778. 23 juin 1778. Ms. parchemin.
- 107.** Remise de 30 000 livres accordée par le roi sur la taille de 1780 pour les élections de la généralité de Lyon. 8 février 1780. Ms. parchemin.
- 108.** Approbation de la répartition de la somme de 30 000 livres de remise accordée sur la taille de 1780. 7 mars 1780. Ms. parchemin.
- 109.** Remise de 30 000 livres accordée par le roi sur la taille de 1781 pour les élections de la généralité de Lyon. 19 décembre 1780. Ms. parchemin.
- 110.** Approbation de la répartition de la somme de 30 000 livres de remise accordée sur la taille de 1781. 12 juin 1781. Ms. parchemin.
- 111.** Approbation de la répartition de la somme de 60 000 livres de remise accordée sur la taille de 1782. 10 septembre 1782. Ms. parchemin.
- 112.** Approbation de la répartition de la somme de 60 000 livres de remise accordée sur la taille de 1783. 15 juillet 1783. Ms. parchemin.
- 113.** Remise de 60 000 livres accordée par le roi sur la taille de 1784 pour les élections de la généralité de Lyon. 30 décembre 1783. Ms. parchemin.
- 114.** Remise de 40 000 livres accordée par le roi sur la taille de 1785 pour les élections de la généralité de Lyon. 11 janvier 1785. Ms. parchemin.
- 115.** Approbation de la répartition de la somme de 40 000 livres de remise accordée sur la taille de 1785. 13 septembre 1785. Ms. parchemin.
- 116.** Remise de 40 000 livres accordée par le roi sur la taille de 1786 pour les élections de la généralité de Lyon. 31 janvier 1786. Ms. parchemin.
- 117, 118.** Sur les tailles de l'année 1789. Avec mandement royal. 4 octobre 1788. Imprimé parchemin scellé.

---

## A3 Mandements royaux.

1511-1788

Présentation du contenu :

Principalement adressés aux présidents trésoriers généraux de France au bureau des finances de la généralité de Lyon.

Inventaire détaillé des documents par numéro de pièce (classement chronologique) :

- 1 bis.** Fragment d'un mandement de Louis XII ordonnant un supplément d'enquête dans l'affaire de Jean de la Chassagne. 1511. Ms. parchemin. Anciennement coté 1J167.
- 1.** Exécution d'une ordonnance donnée le même jour au grand conseil. 27 janvier 1553 n. st. Ms. parchemin.
- 2 bis.** Mandement de Charles IX au sénéchal du Rey pour lui ordonner d'obéir au duc de Joyeuse, lieutenant général du Languedoc. Avril 1569. Ms. parchemin scellé (le sceau est anciennement protégé). Anciennement coté 1J223.
- 2.** Règlement d'une requête dans un litige privé. 20 octobre 1599. Ms. parchemin.
- 3.** Demande d'exécution d'un arrêt de juin 1613 sur le bail des cinq grosses fermes de la douane de Lyon, rebailées au plus offrant et au dernier enchérisseur pour les six prochaines années. 11 juillet 1613. Ms. parchemin.
- 4.** Sur le bail de la ferme générale de la douane de Lyon. 22 janvier 1604. Ms. parchemin.
- 5.** Demande d'exécution de l'arrêt du conseil royal des finances concernant les tailles et autres impositions de la généralité de Lyon pour l'année 1683. 24 avril 1683. Ms. parchemin.
- 6.** Nouveau bail et adjudication de la ferme générale de la douane de Lyon. Juin 1604. Ms. parchemin scellé. Attention le sceau est en miette, seule une partie minime est encore sur le parchemin.
- 7.** Demande d'exécution d'un arrêt du conseil donné à la requête des habitants protestants de Lyon concernant les cimetières. 12 août 1604. Ms. parchemin.
- 8.** A propos de l'enregistrement au parlement de Paris de lettres patentes concernant les congrégations de Sainte-Ursule. 12 septembre 1612. Ms. parchemin.
- 9.** Demande d'exécution d'un arrêt du conseil sur les taxes pesant sur les receveurs des tailles. 23 juin 1615. Ms. parchemin.
- 10.** Demande de fournitures et de pain pour l'armée royale. 16 mars 1622. Ms. parchemin.
- 11.** Demande d'exécution d'un édit de février 1623 portant création d'offices de deux greffiers et deux maîtres en chacune élection du Royaume. 30 septembre 1623. Ms. parchemin.
- 12.** Enregistrement d'un édit de décembre 1625 portant suppression des offices de substitut des procureurs du roi au siège des élections et greniers à sel et création des offices d'un procureur alternatif et d'un second avocat. 15 mai 1626. Ms. parchemin.
- 13.** Mandement des présidents trésoriers généraux de France au bureau des finances de la généralité de Lyon : enregistrement du contrat de vente et adjudication de l'office de greffier du prévôt des Maréchaux de l'élection de Beaujolais. Mars 1630. Ms. parchemin. Acte non royal. Cachet au verso.

14. Demande d'exécution d'un arrêt du conseil d'Etat rendu suite à la requête de Jean-Baptiste Farjot demandant à être payé. 3 juin 1630. Ms. parchemin.
15. Mandement de Louis de Bourbon, comte de Soissons, général pour le roi en Dauphiné : pour signification d'une requête. 24 juillet 1631. Ms. parchemin. Acte non royal.
16. A propos des officiers des tailles, taillon et autres impositions. 29 avril 1632. Ms. parchemin.
17. Demande d'exécution d'un édit d'août 1632 concernant les offices de premier et second commissaires des tailles. 30 mars 1633. Ms. parchemin.
18. Demande d'exécution d'un arrêt du conseil d'Etat donné le même jour. 12 février 1637. Ms. parchemin.
19. Obligation faite à l'abbesse et aux religieuses de l'abbaye Saint-Pierre de Lyon de payer la portion congrue due au curé de Saint-André. 6 octobre 1637. Ms. parchemin.
- 19 bis. Assignation à comparaître dans un procès devant le Parlement entre Antoine de Sens et Jean de Luzy. 1639. Ms. parchemin. Anciennement coté 1J1016.
20. Demande d'exécution d'un arrêt du conseil d'Etat donné le même jour et portant sur le montant des tailles et impôts. 30 décembre 1645. Ms. parchemin.
21. Demande de signification de l'arrêt du conseil privé du même jour donné sur la requête des révérends pères Chartreux, Jésuites, Célestins et pères de l'Oratoire de Lyon. 23 janvier 1646. Ms. parchemin.
22. Demande d'exécution d'un paiement. 24 avril 1646. Ms. parchemin.
23. Demande d'exécution d'un arrêt du conseil d'Etat du même jour concernant les tailles. Avril 1649. Ms. parchemin. Attention en mauvais état, très déchiré.
24. Demande d'exécution d'un arrêt du conseil d'Etat du même jour concernant des commis. 30 juillet 1654. Ms. parchemin.
25. Arrêt de la chambre des Comptes : les suppliantes d'origine lorraine, ne pouvant obtenir leur naturalisation, jouiront de tels et semblables privilèges que les originaires français. 22 janvier 1656. Ms. parchemin.
26. Demande de signification aux parties de la décision prise suite à la requête de l'abbé de Saint-Antoine-en-Viennois concernant des terres et dépendances. 8 août 1657. Ms. parchemin.
27. Demande d'exécution de l'état concernant la recette et dépense des deniers du taillon et de la solde de la généralité de Lyon pour l'année précédente. 17 juillet 1660. Ms. parchemin. Mention au verso : enregistré au contrôle général de l'ordinaire des guerres.
- 27 bis. Nomination de M. de Cucurieux à la charge de lieutenant au gouvernement de Valence. 1659. Ms. parchemin. Anciennement coté 1J1229. Voir A1, pièce 29 bis.
28. Demande d'exécution de l'état concernant la recette et dépense des deniers du taillon et de la solde de la généralité de Lyon pour l'année précédente. 31 janvier 1661. Ms. parchemin. Mention au verso : enregistré au contrôle général de l'ordinaire des guerres.
29. Demande d'exécution de l'état concernant la recette et dépense des deniers du taillon et de la solde de la généralité de Lyon pour la présente année. 20 août 1661. Ms. parchemin. Mention au verso : enregistré au contrôle général de l'ordinaire des guerres.
30. Demande d'exécution de l'état concernant les deniers des tailles et autres impositions de la généralité de Lyon arrêté au conseil royal le même jour. 5 août 1662. Ms. parchemin.
31. Demande d'exécution de l'état concernant la recette et dépense des deniers du taillon et de la solde de la généralité de Lyon. 31 juillet 1664. Ms. parchemin. Mention au verso : enregistré au contrôle général de l'ordinaire des guerres.
32. Demande d'exécution de l'état concernant la recette et dépense des deniers du taillon et de la solde de la généralité de Lyon pour la présente année. 1er septembre 1665. Ms. parchemin. Mention au verso : enregistré au contrôle général de l'ordinaire des guerres.
33. Demande d'informer François de la Barre qu'il doit comparaître devant la cour de parlement de Dauphiné. 6 mars 1665. Ms. parchemin scellé (attention le sceau est en morceaux dans un papier).
34. A propos des compétences du conseil qu'est le collège de la ville de Lyon suite aux lettres patentes de février 1651. 18 octobre 1665. Ms. parchemin.
35. Intervention dans un litige privé : le défendeur devra payer au demandeur la somme décidée. 24 septembre 1667. Ms. parchemin scellé.
36. Demande de signification d'un ordre de comparution suite à la requête de Me Antoine Allemand, prêtre curé de Saint-Didier. 12 juillet 1676. Ms. parchemin.
37. Demande d'exécution de l'état des charges assignées sur les domaines et amendes de la généralité de Lyon arrêté au conseil du roi le même jour. 29 novembre 1678. Ms. parchemin.
38. Demande d'exécution de l'état des charges assignées sur les domaines et amendes de la généralité de Lyon. 27 mars 1679. Ms. parchemin. Attention mauvais état : très déchiré.
39. Demande d'exécution de l'état arrêté par le roi en application de l'édit du mois d'août 1669 et concernant les gages des officiers des maréchaussées de la généralité de Lyon pour l'année 1680. 28 novembre 1680. Ms. parchemin.
40. Demande d'exécution de l'état arrêté par le roi en application de l'édit du mois d'août 1669 et concernant les gages des officiers des maréchaussées de la généralité de Lyon pour l'année 1681. 18 novembre 1681. Ms. parchemin.
41. Demande d'exécution de l'état arrêté par le roi concernant les gages des officiers des maréchaussées de la généralité de Lyon pour l'année 1682. 30 novembre 1682. Ms. parchemin.
42. Demande d'informer François Cothonay, suppliant, qu'il doit comparaître devant la cour de parlement de Dauphiné pour défendre sa requête. 7 mars 1693. Ms. parchemin.
43. Demande d'exécution d'un arrêt du conseil d'Etat du même jour. 4 septembre 1684. Ms. parchemin.
44. Demande d'exécution de l'état des charges assignées sur les domaines et amendes de la généralité de Lyon arrêté au conseil du roi le même jour. 11 avril 1684. Ms. parchemin.
45. Demande d'exécution d'un arrêt du conseil d'Etat du même jour. 5 février 1685. Ms. parchemin.
46. Demande d'exécution d'un arrêt du conseil d'Etat du même jour. 9 juillet 1685. Ms. parchemin.
47. Demande d'exécution de l'arrêt du conseil d'Etat du même jour faisant défense aux médecins protestants d'exercer dans le royaume. 10 décembre 1685. Ms. parchemin.
48. Demande d'enregistrement d'un arrêt pris lors d'une séance du Grand Conseil. 28 mars 1686. Ms. parchemin.
49. Octroi de l'office héréditaire de procureur postulant en la sénéchaussée et siège présidial de Lyon : demande de réception du

serment. 26 janvier 1687. Ms. parchemin.

**50.** Demande d'exécution de l'état des charges assignées sur les domaines et amendes de la généralité de Lyon arrêté au conseil du roi le même jour. 19 avril 1689. Ms. parchemin.

**51.** Mandement donné à la requête de fermiers du revenu temporel du prieuré Saint-Irénée : le roi déclare nul un jugement en appel rendu en la sénéchaussée et siège présidial de Lyon. 30 décembre 1690. Ms. parchemin.

**52.** Demande d'exécution de l'état des charges assignées sur les domaines et amendes de la généralité de Lyon arrêté au conseil du Roi le même jour. 18 mars 1692. Ms. parchemin.

**53.** Demande d'exécution de l'état concernant les deniers des tailles et autres impositions de la généralité de Lyon arrêté au conseil royal des finances le même jour. 15 avril 1692. Ms. parchemin.

**54.** Demande d'exécution de l'état des charges assignées sur les domaines et amendes de la généralité de Lyon arrêté au conseil du roi le même jour. 2 mars 1694. Ms. parchemin.

**55.** Demande d'exécution de l'état arrêté par le roi en application de l'édit du mois d'août 1669 et concernant les gages des officiers des maréchaussées de la généralité de Lyon pour l'année 1694. 20 décembre 1694. Ms. parchemin.

**56.** Demande d'exécution de l'état des charges assignées sur les domaines et amendes de la généralité de Lyon arrêté au conseil du Roi le même jour. 29 mars 1695. Ms. parchemin.

**57.** Demande d'exécution d'un arrêt du conseil d'Etat du même jour suite à la requête des religieux augustins des couvents et province de Lyon. 19 septembre 1696. Ms. parchemin. Mention au verso : procès avec les Languedociens.

**58.** Demande d'exécution de l'état des charges assignées sur les domaines et amendes de la généralité de Lyon arrêté au conseil du roi le même jour. 23 juin 1696. Ms. parchemin.

**59.** Demande d'exécution de l'état arrêté par le roi en application de l'édit du mois d'août 1669 et concernant la recette et la dépense à faire des deniers du taillon et le paiement des gages et augmentation de gages des officiers et archers des maréchaussées de la généralité de Lyon pour l'année 1696. 12 décembre 1696. Ms. parchemin.

**60.** Demande d'exécution de l'état arrêté par le roi en application de l'édit du mois d'août 1669 et concernant la recette et la dépense à faire des deniers du taillon et le paiement des gages et augmentation de gages des officiers et archers des maréchaussées de la généralité de Lyon pour l'année 1697. 10 décembre 1697. Ms. parchemin.

**61.** Demande d'exécution de l'état des charges assignées sur les domaines et amendes de la généralité de Lyon arrêté au conseil du roi le même jour. 11 février 1698. Ms. parchemin.

**62.** Demande d'exécution de l'état arrêté par le roi en application de l'édit du mois d'août 1669 et concernant la recette et la dépense à faire des deniers du taillon et le paiement des gages et augmentation de gages des officiers et archers des maréchaussées de la généralité de Lyon pour l'année 1698. 10 décembre 1698. Ms. parchemin.

**63.** Demande d'exécution de l'état arrêté par le roi en application de l'édit du mois d'août 1669 et concernant la recette et la dépense à faire des deniers du taillon et le paiement des gages et augmentation de gages des officiers et archers des maréchaussées de la généralité de Lyon pour l'année 1699. 15 décembre 1699. Ms. parchemin.

**64.** Demande d'exécution de l'état arrêté par le roi en application de l'édit du mois d'août 1669 et concernant la recette et la dépense à faire des deniers du taillon et le paiement des gages et augmentation de gages des officiers et archers des maréchaussées de la généralité de Lyon pour l'année 1703. 14 décembre 1703. Ms. parchemin.

**65.** Demande d'exécution de l'état arrêté par le roi en application de l'édit du mois d'août 1669 et concernant la recette et la dépense à faire des deniers du taillon et le paiement des gages et augmentation de gages des officiers et archers des maréchaussées de la généralité de Lyon pour l'année 1708. 31 décembre 1708. Ms. parchemin.

**66.** Demande d'exécution de l'état arrêté par le roi en application de l'édit du mois d'août 1669 et concernant la recette et la dépense à faire des deniers du taillon et le paiement des gages et augmentation de gages des officiers et archers des maréchaussées de la généralité de Lyon pour l'année 1709. 31 décembre 1709. Ms. parchemin.

**67.** Demande d'exécution de l'état arrêté par le roi en application de l'édit du mois d'août 1669 et concernant la recette et la dépense à faire des deniers du taillon et le paiement des gages et augmentation de gages des officiers et archers des maréchaussées de la généralité de Lyon pour l'année 1711. 31 décembre 1711. Ms. parchemin.

**68.** Demande d'exécution de l'état arrêté par le roi en application de l'édit du mois d'août 1669 et concernant la recette et la dépense à faire des deniers du taillon et le paiement des gages et augmentation de gages des officiers et archers des maréchaussées de la généralité de Lyon pour l'année 1712. Février 1712. Ms. parchemin daté du 31 février.

**69.** Demande d'exécution de l'état arrêté par le roi en application de l'édit du mois d'août 1669 et concernant la recette et la dépense à faire des deniers du taillon et le paiement des gages et augmentation de gages des officiers et archers des maréchaussées de la généralité de Lyon pour l'année 1714. 1er avril 1716. Ms. parchemin.

**70.** Demande d'exécution de l'état arrêté par le roi en application des édits des mois d'août 1669 et février 1719 et concernant la recette et la dépense à faire des deniers du taillon destiné au paiement des gages et augmentation de gages des officiers et archers des maréchaussées de la généralité de Lyon pour l'année 1717. 5 avril 1721. Ms. parchemin.

**71.** Demande d'exécution de l'état arrêté par le roi en application des édits des mois d'août 1669 et février 1719 et concernant la recette et la dépense à faire des deniers du taillon destiné au paiement des gages et augmentation de gages des officiers et archers des maréchaussées de la généralité de Lyon pour l'année 1718. 23 septembre 1721. Ms. parchemin.

**72.** Demande de signification d'un arrêt du conseil d'Etat donné le même jour sur le rapport du procureur du roi au bureau des finances de la généralité de Lyon. 2 mars 1728. Ms. parchemin.

**73.** Demande d'exécution d'un état arrêté au conseil d'Etat le même jour. 28 mars 1730. Ms. parchemin scellé.

**74.** Demande d'exécution d'un arrêt du conseil d'Etat donné le même jour. 5 novembre 1737. Ms. parchemin scellé.

**75.** Demande de signification aux parties concernées d'un arrêt du conseil d'Etat Privé donné le même jour. 13 février 1769. Ms. parchemin.

**76.** Demande d'exécution de l'état concernant les deniers des tailles et autres impositions de la généralité de Lyon arrêté au conseil royal le même jour. 1773. Ms. parchemin. Manque une partie du parchemin.

**77.** Demande de signification aux parties concernées d'un arrêt du conseil d'Etat Privé donné le même jour. 11 mars 1776. Ms. parchemin.

**78.** Demande de signification d'un arrêt du conseil d'Etat donné le même jour sur le rapport du procureur du roi au bureau des finances de la généralité de Lyon. 1er septembre 1778. Ms. parchemin.

**79.** Demande de signification d'un arrêt du conseil d'Etat donné le même jour sur le rapport du procureur du roi au bureau des finances de la généralité de Lyon. 23 mai 1780. Ms. parchemin.

**80.** Demande d'exécution d'un état arrêté au conseil d'Etat le même jour. 2 octobre 1781. Ms. parchemin.

**81.** Demande de signification d'un arrêt du conseil d'Etat donné le même jour à la requête de l'archevêque de Lyon. 11 avril 1786. Ms. parchemin.

**83.** Demande d'exécution d'un état arrêté au conseil d'Etat le même jour. 7 juillet (sans année). Daté dans le texte de 1796 et dans la marge de 1788 ; et à la fin du texte de la seizième année de règne (soit 1789-90). Ms. parchemin.

**84.** Demande d'exécution de l'état de la recette et dépense du prix des ventes des lois de la généralité de Lyon arrêté au conseil royal le même jour. 15 mars 1788. Ms. parchemin.

---

#### **A4-53 Actes royaux imprimés.**

**1600-1792**

---

#### **A4-11 Édits.**

**1600-1788**

---

#### **A4 1600-1703.**

**1600-1703.**

---

#### **A5 1704-1708.**

**1704-1708.**

---

#### **A6 1709-1711.**

**1709-1711.**

---

#### **A7 1712-1715.**

**1712-1715.**

---

#### **A8 1716-1747.**

**1716-1747.**

---

#### **A9 1748-1770.**

**1748-1770.**

---

#### **A10 1771-1780.**

**1771-1780.**

---

#### **A11 1781-1788.**

**1781-1788.**

---

#### **A12-14 Ordonnances.**

**1561-1778**

---

#### **A12 1561-1759.**

**1561-1759.**

Présentation du contenu :

Une ordonnance est reliée avec une couverture de parchemin, réemploi d'un feuillet manuscrit latin datant vraisemblablement des XIV<sup>e</sup> – XV<sup>e</sup> siècles. Ce beau manuscrit latin non identifié comporte des rubriques rouges et bleues.

---

#### **A13 1773-1776.**

**1773-1776.**

**A14 1777-1778.**

**1777-1778.**

**A15-22 Lettres patentes.**

**1665-1790**

**A15 1665-1759.**

**1665-1759.**

**A16 1760-1774.**

**1760-1774.**

**A17 1775-1779.**

**1775-1779.**

**A18 1780.**

**1780.**

**A19 1781-1784.**

**1781-1784.**

**A20 1785-1789.**

**1785-1789.**

**A21 1790.**

**1790.**

Présentation du contenu :

Contient 117 pièces provenant d'un don anonyme reçu au premier semestre 2015.

**A22 Collection d'expéditions en forme de lettres patentes et d'édits, imprimées sur parchemin et adressées au bureau des finances de Lyon.**

**1773-1790**

Présentation du contenu :

Inventaire détaillé des documents par numéro de pièce (classement chronologique) :

**51, 52, 53.** Lettres patentes sur le bail des fermes : état des sommes qui seront payées. Avec un arrêt du conseil et l'état joint. 17 octobre 1773. Impr. parchemin.

**54, 55.** Édit portant suppression de tous les offices de receveurs et contrôleurs généraux des domaines et autres offices dans la maîtrise des bois, eaux et forêts. Avec une lettre manuscrite sur papier de Necker du 11 novembre 1777 pour enregistrement de l'édit. Août 1777. Impr. parchemin scellé sur las de soie rouge et verte.

**56.** Lettres patentes fixant la somme que doit rapporter la taille de 1780 dans la généralité de Lyon. 23 juin 1779. Ms. parchemin.

**57.** Édit portant suppression des quarante-huit officiers receveurs généraux des finances et créant une compagnie de douze receveurs généraux. Avril 1780. Impr. parchemin scellé sur las de soie rouge et verte.

**58.** Lettres patentes fixant la somme que doit rapporter la taille de 1781 dans la généralité de Lyon. 21 septembre 1780. Impr. parchemin.

**59.** Lettres patentes fixant la somme que doit rapporter la taille de 1782 dans la généralité de Lyon. 14 juillet 1781. Impr. parchemin.

**60.** Édit portant suppression de la compagnie des receveurs généraux créée par l'édit d'avril 1780 et revenant au système antérieur (deux receveurs généraux des finances dans chaque province et généralité). Avec le rôle fixant le prix de chacun de ces offices par province ou généralité. Octobre 1781. Impr. parchemin.

**61.** Lettres patentes fixant la somme que doit rapporter la taille de 1783 dans la généralité de Lyon. 10 juillet 1782. Impr. parchemin.

**62.** Lettres patentes fixant la somme que doit rapporter la taille de 1789 dans la généralité de Lyon. 7 septembre 1788. Impr. parchemin.

**63, 64, 65.** Répartition des impositions ordinaires de l'année 1790 dans les anciens pays d'élection : mandement demandant l'exécution des déclarations et proclamations jointes ; déclaration royale du 27 septembre 1789 donnée suite au décret de l'Assemblée nationale du 26 septembre 1789 ; proclamation royale du 16 octobre 1789. 16 octobre 1789. Impr. parchemin.

**66.** Lettres patentes fixant la somme que doivent rapporter les impôts de la généralité de Lyon. 28 novembre 1789. Impr. parchemin.

**67.** Lettres patentes données suite au décret de l'Assemblée nationale du 28 novembre 1789 sur l'imposition des biens des

- privilégiés qui sera effectuée dans le lieu où sont les biens. 29 novembre 1789. Impr. parchemin.
- 68.** Lettres patentes données suite au décret de l'Assemblée nationale du 17 décembre 1789 sur l'imposition de 1790. 19 décembre 1789. Impr. parchemin.
- 69.** Lettres patentes données suite au décret de l'Assemblée nationale du 26 décembre 1789 concernant l'inscription sur les listes de la Contribution patriotique. 30 décembre 1789. Impr. parchemin.
- 70.** Lettres patentes données suite aux décrets de l'Assemblée nationale des 4 et 5 janvier 1790 relatifs à la suppression des pensions et traitements des exilés (« français absents ») ainsi qu'à la saisie de leurs biens sous trois mois. 14 janvier 1790. Impr. parchemin scellé sur las de soie rouge et verte.
- 71.** Lettres patentes données suite aux décrets de l'Assemblée nationale des 19 et 21 décembre 1789 concernant la caisse d'escompte et portant établissement d'une caisse de l'extraordinaire. Janvier 1790. Impr. parchemin.
- 72.** Lettres patentes données suite au décret de l'Assemblée nationale du 23 janvier 1790 concernant les décimes. 27 janvier 1790. Impr. parchemin.
- 73.** Lettres patentes données suite au décret de l'Assemblée nationale du 28 janvier 1790 concernant le paiement des octrois, droits d'aides et autres droits. 31 janvier 1790. Impr. parchemin.
- 74.** Lettres patentes données suite au décret de l'Assemblée nationale du 30 janvier 1790 concernant les recouvrements et versements des impositions ordinaires et directes de l'exercice 1790 et des exercices antérieurs. 3 février 1790. Impr. parchemin.
- 75.** Lettres patentes données suite au décret de l'Assemblée nationale du 17 mars 1790 concernant l'aliénation à la municipalité de Paris et à celles du royaume de quatre cents millions de biens domaniaux et ecclésiastiques. 24 mars 1790. Impr. parchemin.
- 76.** Lettres patentes données suite au décret de l'Assemblée nationale du 22 mars 1790 portant suppression du droit sur la fabrication des amidons à compter du 1er avril 1790. 24 mars 1790. Impr. parchemin.
- 77.** Lettres patentes données suite au décret de l'Assemblée nationale du 22 mars 1790 portant suppression du droit de marque des fers à la fabrication et au transport à compter du 1er avril 1790. 24 mars 1790. Impr. parchemin.
- 78.** Lettres patentes données suite au décret de l'Assemblée nationale du 22 mars 1790 portant suppression du droit de marque des cuirs à compter du 1er avril 1790. 24 mars 1790. Impr. parchemin.
- 79.** Lettres patentes données suite au décret de l'Assemblée nationale du 22 mars 1790 concernant l'abonnement général des droits sur les huiles et savons pour la seule année 1790. 24 mars 1790. Impr. parchemin.
- 80.** Lettres patentes données suite au décret de l'Assemblée nationale du 18 mars 1790 comprenant les dispositions pour prévenir et arrêter les abus relatifs aux bois et forêts domaniaux et dépendants d'établissements ecclésiastiques. 26 mars 1790. Impr. parchemin.
- 81.** Lettres patentes données suite au décret de l'Assemblée nationale du 15 mars 1790 concernant les droits féodaux. 28 mars 1790. Impr. parchemin.
- 82.** Lettres patentes données suite aux décrets de l'Assemblée nationale des 14, 15, 18, 20 et 21 mars 1790 concernant la suppression de tous les droits relatifs à la vente du sel (gabelle et autres régimes). 30 mars 1790. Impr. parchemin.
- 83.** Lettres patentes données suite au décret de l'Assemblée nationale du 27 mars 1790 relatif au paiement de la contribution patriotique. 1er avril 1790. Impr. parchemin.
- 84.** Lettres patentes données suite au décret de l'Assemblée nationale du 22 mars 1790 concernant les contributions que les villes ont à fournir en remplacement de tous les droits supprimés (gabelle, marques des cuirs et des fers, droits de fabrication sur les huiles et sur les amidons). 5 avril 1790. Impr. parchemin.
- 85.** Lettres patentes données suite au décret de l'Assemblée nationale du 19 avril 1790 relatif à l'abolition de divers droits sur les prés et prairies avant la fauche de la première herbe. Avril 1790. Impr. parchemin scellé sur las de soie rouge et verte.
- 86.** Lettres patentes données suite au décret de l'Assemblée nationale du 3 mai 1790 concernant les droits féodaux rachetables. 9 mai 1790. Impr. parchemin.
- 87.** Lettres patentes données suite aux décrets de l'Assemblée nationale des 23 avril et 4 mai 1790 concernant le bail général des fermes, les gabelles grandes, petites et locales. 10 mai 1790. Impr. parchemin.
- 88.** Lettres patentes données suite au décret de l'Assemblée nationale du 1er mai 1790 concernant différentes rentes. 16 mai 1790. Impr. parchemin.
- 89.** Lettres patentes données suite au décret de l'Assemblée nationale du 14 mai 1790 concernant la vente de quatre cent millions de domaines nationaux. 17 mai 1790. Impr. parchemin. Voir aussi A3, pièce 107.
- 90.** Lettres patentes données suite au décret de l'Assemblée nationale du 14 mai 1790 concernant la prohibition du sel étranger dans le royaume. 22 mai 1790. Impr. parchemin.
- 91, 92.** Lettres patentes données suite au décret de l'Assemblée nationale interprétant les décrets des 11 décembre 1789, 23 février et 15 mars 1790 concernant l'abolition du droit de triage et la propriété des bois, pâturages, marais vacants; terres vaines et vagues. Avec extrait des lettres patentes du mois de décembre 1789, du 26 février et du 28 mars 1790 sur les mêmes décrets de l'Assemblée nationale. 26 mai 1790. Impr. parchemin.
- 93.** Lettres patentes données suite au décret de l'Assemblée nationale du 24 mai 1790 concernant la conversion des billets de la caisse d'escompte en assignats. 29 mai 1790. Impr. parchemin.
- 94.** Lettres patentes données suite au décret de l'Assemblée nationale du 25 mai 1790 concernant les rôles d'impositions. 30 mai 1790. Impr. parchemin.
- 95.** Lettres patentes données suite au décret de l'Assemblée nationale du 21 mai 1790 concernant la distribution des bois communaux en usance. 31 mai 1790. Impr. parchemin.
- 96.** Lettres patentes données suite au décret de l'Assemblée nationale du 31 mai 1790 concernant la vente des quatre cent millions des domaines nationaux. 3 juin 1790. Impr. parchemin.
- 97.** Lettres patentes données suite au décret de l'Assemblée nationale du 30 mai 1790 concernant les mendiants dans Paris et dans les départements voisins. 13 juin 1790. Impr. parchemin.
- 98, 99.** Lettres patentes données suite au décret de l'Assemblée nationale du 6 juin 1790 renvoyant aux départements les contestations et litiges dus aux impôts directs. Avec lettre papier manuscrite de Lambert datée du 22 juin 1790 et adressée au bureau des finances de Lyon pour demander l'enregistrement des lettres patentes. 13 juin 1790. Impr. parchemin.
- 100.** Lettres patentes données suite au décret de l'Assemblée nationale du 13 juin 1790 concernant l'abolition des retraits de

bourgeoisie, d'habitations et autres. 18 juin 1790. Impr. parchemin.

**101.** Lettres patentes données suite aux décrets de l'Assemblée nationale des 6 et 7 juin 1790 concernant les bois des communautés et ce qui doit être versé à la caisse des receveurs. 23 juin 1790. Impr. parchemin.

**102.** Lettres patentes données suite au décret de l'Assemblée nationale du 26 juin 1790 concernant la confection des rôles de supplément sur les privilégiés et la cessation d'activité des commissaires départis, intendants et subdélégués. 4 juillet 1790. Impr. parchemin.

**103.** Lettres patentes données suite au décret de l'Assemblée nationale du 28 juin 1790 concernant le paiement des impositions sur les récoltes. 10 juillet 1790. Impr. parchemin.

**104.** Lettres patentes données suite au décret de l'Assemblée nationale du 13 juillet 1790 concernant les recouvrements des impositions et les rôles de contribution patriotique. 22 juillet 1790. Impr. parchemin.

**105.** Lettres patentes données suite au décret de l'Assemblée nationale du 19 juillet 1790 concernant la perception des taxes, perceptions et contributions publiques non supprimées, notamment sur le poisson. 23 juillet 1790. Impr. parchemin.

**107.** Lettres patentes données en réformation de celles du 17 mai dernier données suite au décret de l'Assemblée nationale du 14 mai 1790 concernant l'aliénation aux municipalités de quatre cent millions de domaines nationaux. 25 juillet 1790. Impr. parchemin. Voir aussi A3, pièce 89.

**108, 109.** Lettres patentes données suite au décret de l'Assemblée nationale du 4 juillet 1790 relatif à la fourniture de sel à l'étranger. Avec lettre papier manuscrite de Lambert datée du 7 août 1790 et adressée au bureau des finances de Lyon pour demander l'enregistrement des lettres patentes. 26 juillet 1790. Impr. parchemin.

**110, 111, 106.** Lettres patentes données suite au décret de l'Assemblée nationale du 3 juillet 1790 relatif à certains droits féodaux. Avec lettre papier manuscrite de Lambert datée du 7 août 1790 et adressée au bureau des finances de Lyon pour demander l'enregistrement des lettres patentes. 31 juillet 1790. Impr. parchemin.

**112.** Lettres patentes de Louis XVI datées du suite au décret de l'Assemblée nationale du 3 juillet 1790 concernant le rachat de droits féodaux. 31 juillet 1790. Impr. parchemin.

**113.** Lettres patentes données suite au décret de l'Assemblée nationale du 20 juillet 1790 concernant la suppression des droits d'habitation, de protection, de tolérance et de redevances semblables sur les Juifs. 7 août 1790. Impr. parchemin.

**114.** Lettres patentes données suite au décret de l'Assemblée nationale du 4 août 1790 concernant la perception des octrois. 15 août 1790. Impr. parchemin.

**115.** Lettres patentes données suite au décret de l'Assemblée nationale du 26 juillet 1790 concernant les droits de propriété et de voierie. 15 août 1790. Impr. parchemin.

**116.** Lettres patentes données suite au décret de l'Assemblée nationale du 10 août 1790 concernant le paiement des droits d'aides, octrois et autres conservés. 18 août 1790. Impr. parchemin.

**117.** Lettres patentes données suite au décret de l'Assemblée nationale du 8 août 1790 concernant la Contribution patriotique. 20 août 1790. Impr. parchemin.

## A23-31 Déclarations.

**1635-1789**

**A23 1635-1696.**

**1635-1696.**

**A24 1699-1708.**

**1699-1708.**

**A25 1709-1711.**

**1709-1711.**

**A26 1712-1720.**

**1712-1720.**

**A27 1724-1749.**

**1724-1749.**

**A28 1750-1763.**

**1750-1763.**

**A29 1764-1777.**

**1764-1777.**

<b>A30 1778-1782.</b>	<b>1778-1782.</b>
<b>A31 1783-1789.</b>	<b>1783-1789.</b>
<b>A32 Proclamations.</b>	<b>1789-1792</b>
<b>A33-52 Arrêts du Conseil d'État.</b>	<b>1621-1790</b>
<b>A33 1621-1704.</b>	<b>1621-1704.</b>
<b>A34 1705-1721.</b>	<b>1705-1721.</b>
<b>A35 1722-1730.</b>	<b>1722-1730.</b>
<b>A36 1731-1735.</b>	<b>1731-1735.</b>
<b>A37 1736-1741.</b>	<b>1736-1741.</b>
<b>A38 1742-1743.</b>	<b>1742-1743.</b>
<b>A39 1744-1747.</b>	<b>1744-1747.</b>
<b>A40 1748-1749.</b>	<b>1748-1749.</b>
<b>A41 1750-1751.</b>	<b>1750-1751.</b>
<b>A42 1752-1755.</b>	<b>1752-1755.</b>
<b>A43 1756-1758.</b>	<b>1756-1758.</b>
<b>A44 1759-1769.</b>	<b>1759-1769.</b>
<b>A45 1770-1773.</b>	<b>1770-1773.</b>



**A46 1774-1775.**

**1774-1775.**

**A47 1776.**

**1776.**

**A48 1777.**

**1777.**

**A49 1778-1779.**

**1778-1779.**

**A50 1780-1781.**

**1780-1781.**

**A51 1782-1784.**

**1782-1784.**

**A52 1785-1790.**

**1785-1790.**

**A53 Arrêts du parlement de Paris.**

**1643-1788**

Présentation du contenu :

Pour l'arrêt et l'acte joint concernant le litige entre les custodes de Sainte-Croix et le chapitre de Lyon, voir aussi le factum classé en 1 J 1563.

**A54 Règlements, arrêts et ordonnances émanant de juridictions royales et copies d'actes royaux.**

**1559-1787**

Présentation du contenu :

Inventaire détaillé des documents (plusieurs documents marqués « C » semblent issus d'un ensemble cohérent) :

Déclaration pour la levée du dixième des revenus des biens du royaume. 17 novembre 1733. Ms. papier, copie non datée et extrait. Mention : « C ».

Déclaration pour la levée du dixième des revenus des biens du royaume. 14 octobre 1710. Ms papier, copie non datée et extrait depuis un recueil conservé à la bibliothèque publique du collège de la Trinité.

Déclaration pour l'établissement de la capitation générale. Reliée à un Tarif contenant la distribution des classes et le règlement des taxes de la capitation générale..., un Supplément de Tarif et à un Second Supplément de Tarif. 18 janvier 1695. Ms. papier, copie non datée et extrait depuis un recueil conservé à la bibliothèque publique du collège de Lyon. Mention : « C ».

Règlement sur le fait des conflits de juridiction au Grand Conseil. 1665. Impr. papier.

Édit du roi concernant la marine. Juillet 1720. Ms. papier, copie non datée et extrait : page 6, titre 4, article 3 (cet article porte sur les invalides). Mention : « C ».

Édit du roi concernant la marine. Juillet 1720. Ms. papier, copie non datée et extrait : titre 4, articles 2 et 3 (ces articles portent sur les invalides). Mention : « C ».

Papier réutilisé. Recto : Arrêt du conseil portant qu'à commencer du 1er janvier 1742 jusques au premier janvier 1743, les bestiaux venant des pays étrangers seraient déchargés de tous droits. Verso : Extrait d'un contrat entre particuliers. Ms. papier.

Inventaire des pièces contenues dans cette liasse et qui concernent l'exaction des tailles et exemptions des ecclésiastiques du paiement d'icelles : 37 actes recensés, de 1634 à 1695. Ms. papier.

Document indiquant la teneur de l'arrêt du Parlement de 16 avril 1701 confirmant une sentence de la chambre des enquêtes par laquelle le prieur de Clepé (Cleppé) est condamné à payer pour les redevances de son prieuré. Ms. papier. Mention de l'île Barbe et d'une cotation : « Moïse, 9, n°3 ».

Nouveau règlement des droits des officiers des bailliages, présidiaux, de la Table de Marbre, des maîtrises, etc., greffiers, procureurs, huissiers, sergents, etc. 3 juillet 1781. (un arrêt du parlement de Paris?). Impr. papier.

Lettre de Jean Paparel, secrétaire ordinaire de la reine mère, adressée au roi et à son conseil, pour le règlement d'un litige concernant l'office de receveur général des gabelles du Lyonnais. Avec note du conseil privé du roi. 4 août 1663. Impr. papier.

Extrait des registres du siège général de la Table de Marbre du Palais à Paris : arrêt du 1er août 1768 confirmant la sentence extraite du greffe de la justice et châtellenie de Julliénas, Vaux et dépendances. 17 décembre 1767. Impr. papier.

Document présenté comme la copie du traité de Cateau Cambrésis de 1559. Ms. papier, copie non datée.

Une partie du cahier C d'un texte : Mémoire pour les doyen, syndic et docteurs de la faculté de théologie de Paris. Impr. papier non

daté.

Mémoire servant d'instruction pour l'exécution de l'arrêt du conseil d'État du 30 août 1740 concernant les droits de contrôle. Impr. papier non daté.

Instruction sur ce qui doit être observé pour la distribution et sur la forme de tenir les registres particuliers qui doivent servir à l'enregistrement des donations entre vifs, conformément à la déclaration du roi du 17 février 1731. 30 mai 1731. Impr. papier.

Deux cahiers A et B déliés et non continus tirés de l'Instruction sur la manière de procéder à l'exécution de l'édit du mois de décembre 1764 concernant la libération des dettes de l'État, avec les modèles des différents actes. Impr. papier non daté.

Arrêt du conseil privé du roi sur un litige. 20 octobre 1671. Impr. papier.

Extrait des registres des requêtes ordinaires de l'Hôtel du roi : règlement d'un litige suite à une plainte des officiers de la ferme générale des gabelles du Lyonnais. (une mention manuscrite au verso indique que cet arrêt a été, semble-t-il, cassé). . Impr. papier.

Arrêt de la cour des monnaies de Lyon. 7 avril 1745. Impr. papier.

Arrêt de la cour des monnaies de Lyon. 13 mai 1727. Impr. papier.

Sur la principauté des Dombes : acte de commissaires. 7 septembre 1768. Impr. papier, début manquant.

Avertissement pour deniers royaux. 18 janvier 1732. Impr. papier.

Copie d'une quittance par un notaire du châtelet de Paris concernant le receveur général des gabelles du Lyonnais. 19 mars 1665. Impr. papier.

Mandement adressé au sénéchal de Lyon ou son lieutenant général : enquête sur les terres, fiefs, rentes et droits afférents du clergé lyonnais. 15 mars 1724. Impr. papier.

Ordonnances d'Antoine Le Febvre, prévôt des marchands, et des échevins de la ville de Paris du déchargeant les ouvriers de la monnaie du roi dans Paris de la garde des portes. 15 mars 1651 et 18 juin 1652. Impr. papier.

Ordonnance des présidents, lieutenants et conseillers du roi élus en l'élection de Lyon : les prétendus bourgeois ne résidant pas au moins sept mois par an à Lyon ne peuvent jouir des privilèges des bourgeois en matière d'imposition. 5 janvier 1731. Impr. papier.

Mention : « Double ».

Liste des édits, déclarations et règlements du roi, enregistrés en Parlement, Chambre des Comptes et Cour des Aides le 23 mars 1673 ; imprimée à Lyon chez Antoine Jullieron en 1673. Avec d'autres édits et déclarations à la fin datant de 1673. 1673. Ouvrage relié impr. papier.

Traité de paix signé par le duc de Savoie et Henri IV (Traité de Lyon). 1601. Ms. papier, copie non datée.

Arrêt de règlement général de la cour des Grands-Jours pour le style et abréviations des procès. Enregistrement de cet arrêt par le bailliage de Beaujolais (1666). Extrait des registres de la cour des Grands Jours séante à Clermont. 1666.

Arrêt. 27 septembre 1757. Ms. papier, copie non datée et extrait. Mention : « C ».

Règlement fait par le roi sur les fonctions des assemblées provinciales et de celles qui leur sont subordonnées, ainsi que sur les relations de ces assemblées avec les intendants des provinces. 5 août 1787. Impr. papier incomplet.

Régie de Plantigny, vente des droits d'échange. Expédition d'extraits de déclarations du roi et d'arrêts du Conseil d'Etat avec lettre les accompagnants. 1764-1766.

---

**TABLEAU DE CONCORDANCE****des anciennes et nouvelles cotes**

Ancienne cote	Nouvelle(s) cote(s)	Ancienne cote	Nouvelle(s) cote(s)	Ancienne cote	Nouvelle(s) cote(s)
A 1	A 1 ; A 22 ; A 29 ; A 33 ; A 54	A 32	A 28	1 J 117/1-2	A 1
A 2	A 2	A 33	A 29	1 J 167	A 3
A 3	A 3	A 34	A 30	1 J 180	A 5
A 4	A 7	A 35	A 31	1 J 184	A 4
A 5	A 8	A 36	A 23	1 J 210	A 34
A 6	A 9	A 37	A 32	1 J 223	A 3
A 7	A 4	A 38	A 33	1 J 373	A 1
A 8	A 5	A 39	A 34	1 J 432	A 54
A 9	A 6	A 40	A 35	1 J 576	A 1
A 13	A 10	A 41	A 36	1 J 758	A 1
A 14	A 11	A 42	A 37	1 J 762	A 1
A 14/1	A 15	A 43	A 38	1 J 1016	A 3
A 15	A 4 ; A 10	A 44	A 39	1 J 1157	A 1
A 16	A 12	A 45	A 40 ; A 53	1 J 1229	A 3
A 17	A 13	A 46	A 41	1 J 1230	A 1
A 18	A 14	A 47	A 42	1 J 1239	A 1
A 19	A 12	A 48	A 43 ; A 54	1 J 1306	A 1
A 20	A 15	A 49	A 44	1 J 1319	A 16
A 21	A 16	A 50	A 45	1 J 1345	A 1
A 22	A 17	A 51	A 46	1 J 1492	A 1
A 23	A 18	A 52	A 47		
A 24	A 19	A 53	A 48 ; A 53		
A 25	A 20	A 54	A 49		
A 26	A 21	A 55	A 50		
A 27	A 23	A 56	A 51	37 DEM 1	A 2 ; A 15 ; A 29 ; A 33 ; A 34 ; A 36 ; A 37 ; A 39 ; A 53 ; A 54
A 28	A 24	A 57	A 51		

A 29

A 25

A 58

A 52

37 DEM 2

A 4 ; A 7 ; A 15 ;  
A 24 ; A 33 ; A 34 ;  
A 35 ; A 40 ; A44 ;  
A 53 ; A 54

A 30

A 26

A 59

A 52

A 31

A 27

A 60

A 33